

Métropole | Insécurité à Bordeaux : Pierre Hurmic annonce des mesures



Le mercredi 29 juillet, Pierre Hurmic s'est exprimé face à la presse au sujet de la récente vague de phénomènes d'insécurité qui secoue Bordeaux. Aux côtés de son adjoint responsable de la tranquillité publique, Amine Smihi, le nouveau maire de Bordeaux entend bien enrayer cette délinquance qui sévit tout particulièrement sur le quartier Saint-Michel.

« *Je rappelle que le phénomène existait déjà avant notre arrivée, il date de plusieurs mois* », affirme Pierre Hurmic, le nouveau maire de Bordeaux, en réponse à ceux qui pourraient soulever l'idée d'une corrélation entre l'augmentation de l'insécurité et l'arrivée de la nouvelle équipe écologiste au Palais Rohan. Ce dernier rappelle cependant que les phénomènes de violences se sont multipliés depuis le déconfinement. Cette augmentation inquiétante de la violence n'a pourtant pas précipité la prise de parole de Pierre Hurmic sur ce sujet de la sécurité, « nous n'avons pas souhaité communiquer pour communiquer, on a voulu donner de la consistance à notre réponse donc on a parlé avec les acteurs de la sécurité, avant tout nous avons besoin de rencontrer des policiers sur le terrain et de parler avec les personnes qualifiées », explique Amine Smihi, adjoint responsable de la tranquillité publique.

De cette concertation avec les acteurs de la sécurité sur le territoire parmi lesquels Frédérique Porterie, procureure de Bordeaux et Fabienne Buccio, préfète de Gironde et de Nouvelle-Aquitaine, l'équipe de Pierre Hurmic a identifié plusieurs points importants devant permettre de freiner cette vague de délinquance.

Mobilisation de la police municipale

Premier point du dispositif de sécurité autour du quartier Saint-Michel, la mobilisation importante des policiers municipaux, « il y a déjà 120 personnes mobilisées sur le terrain et nous allons renforcer cette présence », explique l'adjoint au maire tout en rappelant la priorité des habitants, « ce que disent les habitants de Saint-Michel c'est qu'ils aimeraient voir des policiers municipaux dans les rues », explique-t-il. En réponse à cette exigence de la population, Pierre Hurmic et son adjoint annoncent l'augmentation du nombre de policiers municipaux avec toutefois une impossibilité de chiffrer cette augmentation d'effectif. Le maire de Bordeaux explique cette impossibilité par la difficulté de recrutement, « le problème pour augmenter les effectifs des forces de l'ordre n'est pas financier, il faut faciliter le recrutement notamment grâce à une meilleure attractivité », annonce Amine Smihi.

Pierre Hurmic a ensuite tenu à saluer l'engagement de la police municipale non sans oublier de rappeler que régulièrement, « ils se retrouvent en premier sur les lieux de confrontation ».

L'adjoint à la tranquillité publique en appelle donc à l'État afin que les policiers municipaux ne se retrouvent plus obligés de dépasser leurs prérogatives, « la police nationale est très engagée, mais en revanche il y a une nécessité absolue que l'Etat prenne conscience du développement de Bordeaux et donc qu'il donne les moyens d'occuper le terrain », clame Amine Smihi. Ici l'adjoint touche du doigt l'une des sources du problème d'insécurité selon lui à savoir la taille grandissante de la ville, « nous ne souhaitons pas que la taille grandissante de la ville conduise à des faits qui sont le lot quotidien des grandes villes », prône-t-il.

Création d'un groupe local de traitement de la délinquance

En plus de l'augmentation de la présence policière sur le terrain à la demande des habitants, Pierre Hurmic annonce la création d'un Groupe Local de Traitement de la Délinquance (GLTD). Une mesure déjà mise en place dans le quartier du Grand Parc et en laquelle le nouveau maire croit, « cet outil à déjà fait ses preuves dans d'autres villes de France à Grenoble notamment », signale le maire de Bordeaux tout en listant les partenaires concernés, « ce projet réunit plusieurs administrations publiques, le procureur de la République, la préfecture, le représentant de la police, un représentant de la mairie, les bailleurs sociaux et les associations locales », énumère-t-il.

Pourtant si le volet répressif représente une réponse à court terme à cette vague de violence elle ne saurait à elle seule satisfaire l'équipe municipale. La prévention est toujours au cœur de la stratégie de gestion de l'insécurité et Amine Smihi rappelle que l'usage seul de la répression ne fait que déplacer le problème dans les quartiers limitrophes. Une décision qui s'inscrit dans la vision globale du volet sécurité de Pierre Hurmic et de ses équipes, qui, bien qu'ayant conscience de l'urgence de la situation, ne souhaite pas revenir sur plusieurs aspects parmi lesquels la démultiplication des caméras de vidéosurveillance et l'armement de la police municipale. Si l'adjoint à la tranquillité publique reconnaît l'apport de la vidéo protection dans la gestion de la tranquillité de la ville, lui et Pierre Hurmic affirme ne pas être « des adoreurs de la vidéo surveillance ». « Nous n'avons pas ces valeurs, par contre il y aura de notre part beaucoup de pragmatisme », affirme Pierre Hurmic.

Clément Bordenave

Crédit Photo : Aqi.fr

Publié sur aqi.fr le 30/07/2020

[Url de cet article](#)